



La porte pour les casseurs sociaux, c'est maintenant !!

Alors que ce gouvernement de guerre anti-sociale vient d'annoncer qu'il allait utiliser l'article 49-3 de la constitution pour faire adopter sans débat parlementaire le projet de loi travail pourtant rejeté par une majorité importante de la population, celui-ci continue parallèlement à instrumentaliser les forces de police pour tenter de casser la contestation sociale. Ainsi que l'ont dénoncé les syndicats policiers CGT⁽¹⁾, Alliance⁽²⁾ et SUD Intérieur⁽³⁾, Manuel Valls et François Hollande mettent tout en œuvre pour que **le mouvement social opposé à la casse sociale dégénère et se discrédite par la violence qu'il pourrait opposer aux agressions et provocations policières auxquelles il doit faire face. Car violence policière il y a** : ce mardi 10 mai après midi alors qu'ils manifestaient pacifiquement contre la loi travail et le coup de force du gouvernement, deux étudiants dijonnais ont été violentés sans raison par les forces de l'ordre à tel point qu'il a fallu les évacuer vers des centres de soin.

Inutile de préciser que nous dénonçons avec la plus grande fermeté les violences orchestrées par le pouvoir en place. Nous réfutons tout prétexte qui voudrait que des « casseurs », au demeurant totalement absents du cortège, s'y soient réfugiés et justifient ainsi l'intervention violente des forces de l'ordre. S'il est un responsable des casses qu'il laisse sciemment se perpétrer, c'est avant tout le pouvoir actuel. **En laminant nos protections sociales, il est à ce titre le premier des casseurs provoquant la colère légitime de la population.** Du reste, les violences policières lors des manifestations sont suffisamment répétées depuis le 9 mars pour que nous ne puissions y voir une manipulation machiavélique de ce pouvoir totalement irresponsable, violent et qui devra répondre de ses actes et manipulations devant les autorités compétentes. Nous exigeons que celui-ci mette immédiatement fin aux violences dont il est à l'évidence le seul ordonnateur. Et nous ne nous laisserons pas abuser par quelques rodomontades auprès de policiers zélés alors que nous avons affaire à une politique organisée de répression violente d'un mouvement social.

Par ailleurs nous engageons les parlementaires opposés à ce projet de casse sociale massive à prendre totalement leurs responsabilités lors du vote de la motion de censure. Les trahisons répétées de ces gouvernants, à commencer envers les plus modestes de nos concitoyens, ne doivent avoir qu'une seule issue : **La censure, c'est maintenant !**

Dijon le 11 mai 2016

(1) <http://www.humanite.fr/tout-est-mis-en-place-pour-que-ca-degenere-606373>

(2) <https://francais.rt.com/france/20139-casseurs-police-etat>

(3) <https://sudinterieur.fr/2016/04/08/de-la-violence-politique-aux-violences-policieres-halte-a-linstrumentalisation-de-la-police/>